

- Le 11/12/8 -

Titre : Ce syndicalisme si décrié

De tous bords, il est de bon ton aujourd'hui de s'apitoyer sur le sort d'un syndicalisme affaibli par le chômage, dépassé par les mutations économiques et culturelles, bref entré dans un déclin inéluctable. Il n'y a pas si longtemps, après 1968, la mode était inverse et le syndicalisme d'autant plus valorisé que la vie politique manquait d'éclat.

Ce n'est pas à la CFDT que l'on niera les difficultés du syndicalisme. Il y a six ans déjà dans ces colonnes, nous en analysons les causes. Depuis, la CFDT a choisi une stratégie d'adaptation du syndicalisme aux défis de notre époque. Notre expérience et notre réflexion nous permettent donc de regarder au-delà du conjoncturel. [Le syndicalisme a connu des périodes plus brillantes, des actions plus marquantes ; il a produit des anticipations de l'avenir plus motivantes. Mais même si les coups de boutoir du chômage ont mis à mal ce panache, ils n'ont nullement porté atteinte à la permanence de la fonction irremplaçable du syndicalisme au quotidien, dont l'efficacité et l'utilité, bien que peu spectaculaires, n'en ont pas moins une portée incalculable pour les salariés comme pour la cohésion sociale.

Sans la présence vigilante de syndicats bien vivants dans les entreprises et les quartiers, la crise économique tournerait bien vite à la loi de la jungle. Qui traduirait en actes sa solidarité avec les chômeurs comme l'ont fait il y a un mois CFDT, FO, CGC et CFTC en décidant d'augmenter les cotisations des salariés pour mieux indemniser les chômeurs les plus démunis ? [Les dirigeants patronaux et politiques -au-delà des mots, dans les faits- n'ont pas la même phobie du chômage que les syndicalistes. Ils ne considèrent pas l'emploi comme un équilibre fondamental, une exigence majeure. Le chômage reste pour eux l'amortisseur inévitable des crises et des mutations. Leur démarche privilégie la fraction des salariés qu'ils estiment nécessaire à la modernisation et marginalise les autres.

Le syndicalisme se retrouve donc seul porteur d'une priorité absolue pour l'emploi, une priorité qui n'appelle pas seulement un effort de modernisation mais une autre organisation

sociale, une autre répartition du temps de travail aux différents âges de la vie. Et pourtant, à quelques mois des élections législatives, rien d'essentiel, du moins dans leur attitude face au chômage grandissant, n'apparaît distinguer la gauche rassembleuse et modernisatrice de la droite démocratique et intelligente. L'emploi pour eux, c'est toujours/après demain, après le rétablissement des équilibres financiers, après la modernisation, au bout du cycle profits-investissements-emplois dont chacun sait qu'il n'est nullement automatique.

Quand les forces et les idéologies politiques n'ont rien à proposer de substantiel face à un fait social aussi grave,

aussi déterminant que la montée ininterrompue du chômage, il est heureux qu'il reste un syndicalisme bien décidé à refuser ce fatalisme.

Et puis à ceux qui, dans le patronat, se laissent porter par la vague d'antisindicalisme, ou plus subtilement prônent l'émiettement des syndicats et veulent en modifiant la loi faire prospérer des syndicats-maison bien dociles, il faut crier casse-cou.

Par sa longue et difficile lutte pour élargir les espaces

de liberté dans les entreprises, pour faire évolu-

1 er le droit, pour développer une force autonome face aux pou-  
voirs dominants, aux excès de l'Etat ou aux volontés de dérè-  
authentique  
gulation du patronat, le syndicalisme est devenu un constitu-  
ant irremplaçable de tout régime démocratique. Le militant

5 syndical est en permanence le défenseur et le garant d'un  
droit fondamental à s'organiser et à agir librement. C'est  
pourquoi, l'antisyndicalisme porte en germe le totalitarisme.  
Dans le monde entier, il n'existe pas un seul pays démocra-  
tique sans syndicalisme vivant et libre. Le syndicalisme par

10 ses valeurs permanentes et sa démarche expérimentale concourt  
fortement à l'équilibre social et à son renouvellement par  
des moyens démocratiques. C'est encore plus vrai en temps de  
crise.

C'est cet attachement viscéral au progrès de la démocratie

15 qui nous conduit aussi à exprimer librement notre point de vue  
au monde politique comme au monde patronal.

Ainsi, il n'est pas sain qu'aujourd'hui le débat politique

20 paraisse se limiter à de purs enjeux de pouvoir et que la  
stratégie de communication des forces politiques et le "look"  
de leurs candidats prennent une importance démesurée du fait  
de la faiblesse du contenu des projets et des propositions  
des uns et des autres.

Alors qu'une grande partie de la population est inquiète de  
son avenir, il est dangereux de voir la vie politique tour-  
ner sur elle-même .

Les variations sur la réforme électorale ou sur le thème de la cohabitation, les affrontements épiques des candidats députés pour obtenir une place sûre occupent ainsi cet été le devant de la scène politique et semblent épuiser les ardeurs des responsables politiques. Attention à ne pas creuser plus profond le fossé entre la scène politique et les problèmes de la vie sociale. Il est heureux qu'il reste un syndicalisme vivant pour s'opposer à cette dérive.

Il n'est pas sain non plus que les forces politiques cachent leurs options concernant la protection sociale. Chacun sait qu'un déficit structurel des régimes de retraite et de l'assurance-maladie appelle des solutions nouvelles. La droite masque les mesures de privatisation qu'en cas d'alternance elle pense mettre en oeuvre en ce domaine. La gauche par une gestion court-terme efficace a renvoyé les échéances au lendemain de mars 86. Ce qui lui permet de proclamer bien haut son attachement au statu quo, tout en diminuant certains remboursements, en supprimant la recette de 1 % sur les revenus, et en prônant une diminution durable des prélèvements obligatoires, ce qui interdit tout statu quo et conduit tout droit à l'impasse.

Et les assurés sociaux sont priés d'assister passivement à ce théâtre d'ombres, jusqu'à ce que des mesures inacceptables leur tombent sur la tête.

Le syndicalisme <sup>(est)</sup> bien décidé à mener un débat public et à faire prendre en compte la volonté des assurés sociaux dans les évolutions nécessaires du système de protection sociale.

Bien des chefs d'entreprise <sup>(, pour leur part, !)</sup> admettent l'existence du syndicalisme comme un mal nécessaire et à condition d'en faire un rouage institutionnalisé de l'entreprise. Mais le patronat dans sa grande majorité n'a pas encore compris le rôle majeur que peut jouer le syndicalisme dans la modernisation. Moderniser l'industrie comme le secteur tertiaire, c'est d'abord y instaurer d'autres rapports sociaux, une autre organisation du travail, une autre gestion faisant toute leur place aux salariés, à leurs potentialités individuelles et à leur capacité de propositions collectives. Pour cela, le syndicalisme est irremplaçable.

En limitant l'arbitraire patronal, le syndicat permet d'y instaurer des relations plus professionnelles, moins autoritaires ou moins paternalistes et donc plus efficaces.

En agissant pour améliorer les conditions de travail, l'organisation du travail, le syndicat réduit l'insatisfaction et le freinage de la production, l'absentéisme et le turn-over. Il est facteur de progrès de la qualité et de la productivité.

En <sup>une</sup> période où des groupes professionnels entiers sont déqualifiés et risquent de sombrer dans la passivité ou la révolte, la volonté syndicale de mise en valeur du savoir-faire ou-

1 trier et de développement de nouvelles qualifications con-  
court à relever les défis économiques.

Le changement des rapports sociaux est indispensable pour fai-  
re du facteur humain un atout décisif dans la compétition  
5 internationale. L'efficacité économique et sociale de l'en-  
treprise passe par la pleine reconnaissance du rôle des syndi-  
cats pour exprimer la logique des salariés, leurs propositions  
pour l'entreprise. L'amélioration de l'efficacité de l'entre-  
prise passe par une politique contractuelle ambitieuse por-  
10 tant sur tout ce qui concerne les conditions, le contenu et  
l'environnement du travail et permettant aux tensions et aux  
conflits de déboucher positivement.

C'est tout le sens des droits nouveaux voulus par la CFDT .

15 Ils peuvent être des leviers d'une modernisation réussie

16 dans les domaines décisifs que constituent  
l'organisation du travail et les qualifications. Reste le  
grand chantier de la rénovation des droits individuels et  
collectifs des salariés dans les petites entreprises, où se  
joue pour une bonne part l'avenir de l'emploi. Là plus qu'ail-  
leurs, la faiblesse du syndicalisme est un handicap économi-  
20 que.

1 Dans la tradition du mouvement ouvrier français, la contesta-  
2 tion de la politique patronale et la proposition d'un autre  
3 fonctionnement de l'entreprise n'épuisent pas le rôle du syn-  
4 dicalisme. Le syndicat n'est pleinement lui-même que s'il  
5 est fédéré et confédéré, disposant ainsi d'une analyse d'en-  
6 semble, d'un projet solidaire, d'une capacité de critique so-  
7 ciale, de formation de l'opinion publique et d'animation du  
8 tissu social.

9 Le syndicat reste le lieu où de très nombreux salariés font  
10 l'apprentissage d'une compétence, d'une responsabilité qui  
11 souvent ensuite enrichira la vie sociale hors entreprise.  
12 Ainsi bien des trajectoires individuelles ont pris leur dé-  
13 part dans les activités des sections syndicales et des comi-  
14 tés d'entreprise pour déboucher plus tard dans des responsa-  
15 bilités sportives, mutualistes, coopératives, communales,  
16 culturelles, d'aide au tiers-monde...

17 Si le syndicalisme représente une telle nécessité pour les  
18 salariés, pour la société et pour la démocratie, comment con-  
19 tribuer le mieux à sa mise à jour ? C'est un souci qui devrait  
20 être largement partagé par l'opinion publique et par des res-  
21 ponsables de divers horizons.

22 N'est-il pas temps de repenser les formes que doit prendre la  
23 syndicalisation ? Aujourd'hui, les salariés font confiance aux syndicats, ils  
24 votent pour eux dans les élections professionnelles, mais  
25 ils adhèrent moins souvent qu'hier. Cette évolution pose un



problème de société. Chacun sent bien, en effet, que les militants ne peuvent suffire à constituer un syndicat vivant, riche de débats, de propositions, d'actions, d'expérimentations. Il n'y a pas de syndicalisme sans adhérents.

Les individus isolés, même s'ils votent pour le syndicat et s'ils en sont sympathisants, n'en sont pas vraiment partie prenante. Ils hésitent à entrer en rapport direct avec le syndicat pour y exprimer leurs attentes ou tout simplement sortir de l'isolement. Ils ne savent plus qu'on peut très bien se syndiquer simplement pour arriver à faire garder ses enfants le mercredi ou pour se rencontrer entre jeunes.

Si l'on veut que le syndicalisme continue à jouer tout son rôle pour les salariés et pour l'approfondissement de la démocratie, il est important de réfléchir à de nouvelles formes de syndicalisation et de financement de l'action syndicale. Il est d'abord nécessaire de mieux faire apparaître les contre-parties de l'adhésion au syndicat, l'ouverture qu'elle permet, les droits qui en découlent. Face aux conformismes qui banalisent le chômage et les inégalités sociales, le syndicat reste l'épicentre de la mise en cause du désordre existant, le lieu où faire est plus important que paraître, le moyen de rendre l'espoir accessible.